

La double révolution copernicienne

DONAT CARLIER ET LUC VAN CAMPENHOUDT

éditorial
LA REVUE NOUVELLE - SEPTEMBRE 2010

Le centre de gravité belge doit passer de l'État fédéral aux entités fédérées, a affirmé le préformateur. La réforme sera donc une véritable « révolution copernicienne », explique-t-on partout, ou bien le pays s'enfoncera d'un seul coup beaucoup plus profondément encore dans une grave crise de régime qui le rendra ingouvernable. L'alternative est aussi simple que la tâche est « titanesque », selon les termes stratégiquement choisis du même Elio Di Rupo.

Elle est titanesque en raison de l'extrême difficulté de négocier un « compromis acceptable » par un ensemble de partis qui ne peuvent perdre trop de plumes dans la nouvelle configuration. Perdre des plumes, c'est d'abord perdre sa crédibilité comme « bon flamand » ou comme « bon francophone » après une législature avortée par la « guérilla » communautaire et tant de surenchères électorales. Mais le PS, qui est à la manœuvre, n'a jamais été le plus intransigeant sur ce terrain (par rapport au MR et au CDH en particulier). Et les promesses s'oublient lorsqu'un danger supérieur menace.

Perdre des plumes, c'est ensuite placer la population de sa propre Région ou Communauté dans des conditions socioéconomiques difficilement acceptables. L'enjeu est évidemment plus sensible pour un parti dont les récents succès électoraux reposent sur sa réputation de défenseur des moins nantis dans un contexte où la vie est de plus en plus dure pour de plus en plus de monde.

Perdre des plumes, et ceci se perçoit moins, ce serait enfin et surtout se retrouver en position moins favorable dans l'occupation des structures publiques bientôt redessinées. Dans la mesure où le centre de gravité se déplacera de l'État fédéral aux entités fédérées, le parti du préformateur devrait voir, dans un premier temps, sa

position relativement renforcée en tant que force dominante en Wallonie depuis des décennies, et en lutte avec le MR à Bruxelles. Que, sur ce dernier point, le PS puisse tirer avantage d'un renforcement d'entités fédérées dont il dirige les exécutifs compte certainement pour beaucoup dans le fait qu'il ait moins de réticences que d'autres à œuvrer à la révolution annoncée. Mais cela ne durera qu'un temps : gérer de nouvelles compétences avec moins de moyens demandera nécessairement d'opérer des choix radicaux et rapides qui déplairont aux multiples intérêts que coalise le PS. Très vite Elio Di Rupo sera à nouveau confronté au dilemme de celui qui ne peut scier la branche sur laquelle il est assis.

Car, au-delà du positionnement des formations politiques, ce qu'il faut se demander c'est si la société wallonne et bruxelloise trouvera également son compte dans la profonde réforme que les partis francophones de l'Olivier semblent découvrir tout à coup comme inéluctable. C'est une tout autre question qui rend la tâche encore plus « titanique ». Lui répondre positivement passe par une autre double « révolution copernicienne ».

La première concerne la structure de l'appareil d'État en Wallonie et à Bruxelles. La réforme doit être l'occasion de mettre fin à son émiettement et aux rapports de pouvoir que cela induit. La multiplication et la complexité des structures représentent un coût (financier et fonctionnel) énorme et favorisent, à tous les étages, un clientélisme que la Wallonie et Bruxelles ne peuvent plus se permettre et pourront encore moins se permettre au fur et mesure qu'elles ne pourront plus trop compter sur la solidarité nationale. Régional, communautaire, provincial, local... on attend un État plus impartial, dont les différents niveaux de compétence se dédoublent et s'entremêlent moins, et qui se met un peu plus au service de la société et un peu moins au service des réseaux politiques.

La seconde concerne le projet politique. Gérer de nouvelles compétences, oui, mais pour quoi faire ? En contexte de crises économiques, sociales, écologiques et culturelles, l'État peine à redéfinir son propre rôle. Au lieu de promettre ce qu'il ne peut pas tenir et de vouloir faire plaisir à tout le monde, l'État servirait mieux la société en cernant, avec plus de réalisme et de lucidité, les manières dont il peut effectivement avoir prise sur elle, garantir les conditions de base des dynamiques sociales (en particulier celles qui permettent à tous d'y prendre part) et les stimuler de manière sélective en soutenant tout ce qui peut en constituer des ressorts. Bref, il lui manque un projet, et c'est particulièrement le cas des structures publiques en Wallonie et à Bruxelles.

La réforme des structures doit donc se prolonger dans une redéfinition d'un projet politique susceptible de recueillir l'adhésion des populations. La crise de l'État ne sera vraiment résolue que lorsque les protagonistes en sortiront non seulement *par*

le bas, c'est-à-dire en trouvant un accord entre eux, mais aussi et surtout *par le haut*, c'est-à-dire en parvenant à dépasser la question de son organisation interne et à redéfinir la finalité et la mission de l'ensemble du système étatique et de ses composantes, à l'égard de la société. Et d'agir en conséquence.

Les déchirements des partis francophones autour de leur participation ou non aux négociations, voire à un gouvernement fédéral, masquent en réalité l'absence de discours clair, et même de réflexion stratégique, sur ces questions fondamentales que le bouleversement enclenché par la victoire de la N-VA pose de manière plus aigüe encore. On aurait pourtant espéré que nos élus se saisissent de ces questions, tout particulièrement dans le chef d'un parti comme Écolo qui a placé au centre de son programme l'enjeu démocratique de la manière de gouverner. Il est presque déjà trop tard. Le danger est que les élus francophones n'entrent dans cette indispensable double « révolution copernicienne » qu'à reculons, sans se départir de leur attitude défensive. Il est pourtant crucial de s'engager dans la rupture actuelle autrement que par défaut, et de la légitimer de manière positive, pas seulement pour « ne pas déstabiliser le pays ».

La tâche est effectivement titanesque au regard du discours tenu à l'opinion publique francophone ces dernières années et après l'échec de la stratégie dilatoire qui a longtemps été celle des responsables francophones face aux revendications flamandes. Mais, en ne plébiscitant pas les partis dont le profil communautaire était le plus pointu, les électeurs francophones ont temporairement ouvert un espace de propositions dans lequel leurs représentants à la négociation doivent s'engouffrer. Parallèlement aux discussions institutionnelles actuelles (et surtout budgétaires encore à venir), il est aujourd'hui urgentissime, de mener nos propres débats sur le projet crédible et juste, au service duquel placer des structures publiques qui émergeront des négociations en cours. La Commission Wallonie-Bruxelles en représentait une tentative timorée et avortée ; il faut à présent aller bien au-delà. Que les négociations avec l'intransigeante N-VA échouent ou non. ■

4 aout 2010